

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

OPERATION :

# Château de Fontainebleau

Etablissement public du château de Fontainebleau



OBJET DU MARCHÉ :

Accord-cadre de prestations de diagnostic amiante et plomb et de mise à jour du D.T.A des espaces du château de Fontainebleau et de ses dépendances

N° de Marché : n° F\_M03\_2025

Date limite de remise des offres : **Lundi 28 juillet 2025, à 12h00**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

## **SOMMAIRE**

<b>CHAPITRE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
<b>1.01 - Objet du marché.....</b>	<b>3</b>
<b>1.02 – Clauses générales d’exécution.....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 2 – DIAGNOSTIC AMIANTE.....</b>	<b>5</b>
<b>2.01 – Objet et Modalités.....</b>	<b>5</b>
<b>2.02 – Mise à jour du Diagnostic Technique Amiante .....</b>	<b>7</b>
<b>2.03 – Réalisation d’un diagnostic amiante avant travaux (DAAT) .....</b>	<b>10</b>
<b>2.04 – Prélèvements ponctuels d’échantillons pour analyses complémentaires .....</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE 3 – DIAGNOSTIC PLOMB .....</b>	<b>14</b>
<b>3.01 – Réalisation d’un diagnostic plomb avant travaux .....</b>	<b>14</b>
<b>3.02 Réalisation de tests lingettes.....</b>	<b>16</b>

## CHAPITRE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.01 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent les prestations à effectuer dans le cadre de diagnostic amiante et plomb ainsi que de la mise à jour du D.T.A des espaces intérieurs et extérieurs du château de Fontainebleau et de ses dépendances.

Conformément aux stipulations de l'article 3.1 du CCAP, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des matériels, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figureront sur l'offre du candidat.

**L'exécution des prestations et les spécifications techniques induites par chaque intervention seront conformes aux règles de l'art, règlements et normes spécifiques au domaine d'intervention. Le titulaire ne pourra arguer de la méconnaissance des sujétions techniques inhérentes à chacune des prestations pour lesquelles il aura présenté un prix inclus in fine dans son marché à travers un bordereau de prix unitaires.**

Pour ces prestations, le titulaire sera réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent à son objet. Il devra obligatoirement y intégrer pendant toute la durée du marché toutes nouvelles dispositions législatives ou réglementaires, publiées ou d'application prévisible, ayant une incidence directe ou indirecte dans la résiliation de ces prestations. Il sera tenu d'informer la personne publique des incidences de ces modifications sans délai à partir de leur date d'application.

Le titulaire sera réputé avoir estimé toutes les difficultés inhérentes à l'objet du marché, et avoir effectué toutes les recherches qu'il aura jugé utiles pour pouvoir réaliser sa prestation.

### 1.02 – Clauses générales d'exécution

#### 1.02.01 Conditions d'exécution

Les prestations seront toujours exécutées conformément aux directives du pouvoir adjudicateur ou soumis à son approbation.

Les techniques traditionnelles seront utilisées en priorité et respecteront les sujétions des D.T.U. et des normes françaises NF.

En tout état de cause, seront respectés :

- la réglementation en vigueur relative à la protection des bâtiments contre l'incendie ;
- le règlement sanitaire départemental ;
- les prescriptions du code du travail relatives à la sécurité des travailleurs ;
- les instructions et recommandations du coordonnateur santé et sécurité.

#### 1.02.02 Intervenants

Le pouvoir adjudicateur :

Etablissement Public du Château de Fontainebleau  
Château de Fontainebleau  
77300 Fontainebleau

#### 1.02.03 Reconnaissance des lieux

Avant la remise de son offre, l'entrepreneur prendra connaissance de l'état des lieux pour se rendre compte de la nature des prestations à effectuer. Il tiendra compte, dans ses prix, des sujétions particulières d'accès au chantier et des difficultés éventuelles de mise en œuvre des matériaux et de réalisation des ouvrages.

#### 1.02.04 Horaires de travail

Il ne sera jamais accepté de majorations pour le cas où la durée hebdomadaire du travail serait supérieure à la durée légale. Il en sera de même pour les prestations exécutées de nuit ou les jours non ouvrés (samedis, dimanches, et jours fériés). Sur demande expresse, l'entrepreneur pourra demander de travailler en dehors des horaires d'ouverture au public du château.

#### 1.02.05 Indemnités de panier et déplacements divers

Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport quelles que soient les raisons ou la nature, sont compris dans les prix établis par l'entrepreneur.

#### 1.02.06 Sujétions liées à l'exécution des prestations

Les prix du marché sont calculés en tenant compte des sujétions que comportent :

- le respect des instructions du pouvoir adjudicateur sur les heures d'entrée et de sortie des ouvriers ;
- l'interruption de travail consécutive au fonctionnement ou à l'exploitation du monument avec, pour corollaire, le respect des mesures prescrites pour ne pas gêner le service ;
- le respect impératif du parcours imposé par le pouvoir adjudicateur, et l'interdiction de pénétrer ou de circuler dans les autres parties de l'édifice ;
- le temps perdu pour difficultés d'accès, de circulation, de montage, relais et reprises de transports, etc. quelle que soit la distance.

#### 1.02.07 Sujétions liées à la nature spécifique des prestations sur les monuments historiques :

Les prix du marché tiennent implicitement compte :

- de l'obligation rigoureuse d'employer une main d'œuvre qualifiée ;

- sujétion pour les interventions dans des espaces restreint et le travail à la lumière artificielle, avec des moyens d'éclairage.

#### 1.02.08 Assurances

Le titulaire devra justifier d'une assurance responsabilité civile et d'une assurance responsabilité civile professionnelle, dans les conditions définies aux articles 4.3 et 4.4 du CCAP.

## CHAPITRE 2 – DIAGNOSTIC AMIANTE

### 2.01 – Objet et Modalités

#### Objet

Le présent chapitre porte sur deux missions, une mission de mise à jour du Diagnostic Technique Amiante (DTA) et une mission pour la réalisation de Diagnostics Amiante Avant Travaux (DAAT).

#### Référentiel du marché

- Articles R.1334-14 à R.1334-29 du Code de la Santé Publique.
- Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique.
- Décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- Arrêté du 5 novembre 2010 abrogeant l'arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié
- Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2019, relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses ;
- Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termite, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification ;
- Norme NF X 46-020 de novembre 2008 (Diagnostic amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis), **ou tout équivalent** ;
- De manière générale, toutes normes en vigueur, applicables aux prestations exécutées.

Cette liste n'est pas exhaustive.

### **Modalités d'exécution**

Un interlocuteur unique est désigné pour chacune des missions. Il est en relation avec un interlocuteur unique désigné par le pouvoir adjudicateur. La mise en relation de ces deux interlocuteurs sera réalisée lors de la réunion de lancement de ce marché.

Les prestations sont effectuées par un ou plusieurs diagnostiqueurs amiante et plomb, tel que le définit le code de la construction et de l'habitation. Ils présentent des garanties de compétence (certifications) et ont contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission.

Le ou les contrôleurs techniques doivent être en possession d'une certification amiante sans mention et/ou avec mention délivrées par des organismes agréés par le COFRAC, selon les opérations de diagnostic réalisées, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Ce ou ces derniers ne doivent avoir aucun lien de nature à porter atteinte à leur impartialité et à leur indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à eux, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux de retrait, de confinement des matériaux et produits sur les ouvrages, pour lesquels il lui est demandé d'établir le DTA. Les attestations de compétences du (des) contrôleur(s) technique(s) ainsi que les assurances professionnelles doivent être remises avec l'offre.

### **Modalités d'intervention**

Les repérages, dans le cadre des deux missions, intégreront un examen visuel de tous les locaux et équipements accessibles sans travaux destructifs, dans l'objectif de repérer les matériaux et composants susceptibles de contenir de l'amiante. Dans le cadre des deux missions, si l'opérateur de repérage a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également et réalise les prélèvements jugés utiles. Un rapport issu de la prestation de service, est réalisé entre le technicien et le représentant du pouvoir adjudicateur.

La personne chargée du diagnostic aura libre accès à l'ensemble des locaux. Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition de cette dernière, une personne connaissant les lieux et disposant des accès. En cas de non-visite des locaux le technicien doit reprogrammer la visite dans un délai de 7 jours à compter de la date à laquelle la visite est annulée. A défaut, des pénalités seront appliquées en cas de non-contre-visite. Le technicien doit en amont de la rédaction des rapports, informer immédiatement le pouvoir adjudicateur, en précisant le motif et le numéro (ou la désignation) du local. Les moyens techniques qui seraient jugés nécessaires pour intervenir sont à la charge du vérificateur.

Le vérificateur doit communiquer au pouvoir adjudicateur, son planning d'intervention journalier, au moins 15 jours avant son intervention par mail afin que le pouvoir adjudicateur puisse prévenir les responsables de services et organiser les reconnaissances des lieux.

Le pouvoir adjudicateur ne procède à aucun démontage ou déshabillage de faux plafond, trappe et autres cette tâche est laissée au contrôleur technique, étant entendu que ces démontages ne se font que par des moyens simples ne nécessitant ni perçage ni découpage. Le vérificateur restitue les locaux dans l'état initial.

Dans le cas de prélèvement, le contrôleur technique doit prendre toute précaution pour que les matières suspectes ne se répandent pas dans l'atmosphère.

### **Éléments fournis par le pouvoir adjudicateur en début d'exécution**

Le pouvoir adjudicateur communiquera au titulaire du marché à la suite de la notification :

- Les plans en sa possession au format informatique,
- Le DTA complémentaire (Pépinière, autre)
- Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante,
- Les informations relatives aux travaux de retrait entrepris,
- Les résultats des campagnes de surveillances atmosphériques.

### **Vérification des prestations**

Le contrôleur technique établit, chaque jour, un certificat de vérification par locaux contrôlés. Ce certificat est signé par la personne qui a accueilli le technicien et est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur à la fin du repérage du dit bâtiment, aile ou pavillon.

Sur le certificat, la raison des locaux (clairement identifié par son numéro) non visités doit apparaître.

### **Délais**

La mise en jour du DTA devra être réalisée dans un délai de 2 mois à compter de la réception du bon de commande par le titulaire. Il peut être envisagé à compter du dernier jour du repérage pour la mise à jour du DTA un rendu en plusieurs fois, en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur, qui fixe alors, l'ordre de priorité de remise des rapports avec 60 jours pour restituer la mise à jour du DTA. En fonction des priorités, le pouvoir adjudicateur valide l'ordre des visites de bâtiment et des missions, lors de la réunion de lancement.

### **Plans de prévention**

Dans le cadre de l'application de l'article R 4512-6 et suivants du code du travail, le pouvoir adjudicateur et le titulaire signeront un plan de prévention avec l'agent de prévention de l'établissement en début d'exécution de l'accord-cadre. Le ou les vérificateurs doivent en avoir connaissance et respecter scrupuleusement celui-ci.

## **2.02 – Mise à jour du Diagnostic Technique Amiante**

La présente mission concerne, l'analyse du dossier technique amiante (DTA) déjà réalisé, des rapports complémentaires établis et des prélèvements complémentaires pour la réalisation de diagnostics complémentaires ou la vérification de l'état de conservation ainsi que le recueil de l'ensemble des informations pour la mise à jour du DTA.

### **Matériaux et produits à repérer**

Le repérage de l'amiante portera sur les matériaux et produits des listes A, B et C précisées par le décret n°2011-629 du 3 juin 2011 (annexe 13-9). On entend par "repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante" la mission qui consiste à :

- Rechercher la présence des matériaux et produits accessibles sans travaux destructifs ;
- Identifier et localiser les matériaux et produits qui contiennent de l'amiante ;
- Evaluer l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et leur risque de dégradation lié à leur environnement.

### **Prélèvements d'échantillons et analyses**

En cas de doute sur la présence d'amiante, dans un produit ou matériau, l'opérateur de repérage prélève un échantillon afin de le faire analyser par un organisme accrédité de son choix. Pour les flocages, calorifugeages et faux-plafonds, les prélèvements doivent être effectués sur toute l'épaisseur. Le titulaire assure la traçabilité des échantillons en intégrant le résultat de ces derniers dans les rapports de diagnostic.

Toutes les précautions sont prises afin d'éviter une dispersion de poussières susceptibles de contenir de l'amiante lors du prélèvement. Les prélèvements sont réalisés en l'absence des personnes de l'établissement dans les locaux concernés.

### **Rapports de repérage**

A l'issue du repérage, le titulaire du marché constitue un rapport complet décomposé par bâtiment. Le rapport doit être conforme à la norme NFX46-020 d'août 2017 (relative au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, missions et méthodologie) **ou tout équivalent**. Les documents sont rédigés en langue française.

Il comporte :

- La date d'exécution du repérage.
- L'identification des différents intervenants (opérateur ayant réalisé le repérage et commanditaire du repérage).
- La dénomination du bâtiment concerné avec toutes les indications utiles permettant son identification.
- Les plans ou croquis de tous les locaux, ainsi que la liste des locaux visités et, le cas échéant, la liste des locaux qui n'ont pas été visités avec les motifs de cette absence de visite.
- La liste et la localisation précise des matériaux repérés.
- Les résultats et les rapports d'analyse des prélèvements transmis à un laboratoire, ainsi que la localisation des prélèvements et l'identification du (ou des) laboratoire(s).
- Les plans ou croquis permettant de localiser les matériaux contenant de l'amiante, ainsi qu'un reportage photo.
- Des conclusions, formulées clairement et sans ambiguïté, indiquant les conséquences du repérage pour le pouvoir adjudicateur, en termes d'obligations réglementaires.
- Les mesures préconisées, lorsque des matériaux dégradés ont été repérés.

Les rapports de repérage devront être remis au pouvoir adjudicateur par mail, en 1 exemplaire en format PDF, dans un délai de 30 jours à compter du dernier jour de repérage.

### **Dossiers Techniques Amiante (DTA)**

#### **Contenu du DTA**

Sur la base du repérage amiante défini ci-dessus et des éléments transmis, le titulaire établit un nouveau DTA. Ces documents sont rédigés en langue française.

Le DTA comporte les éléments suivants, dont les éléments énumérés à l'article R. 1334-29-5, I du Code de la santé publique :

- La date de rédaction ainsi que, le cas échéant, celles de ses mises à jour.
- L'identification des bâtiments pour lequel le DTA est constitué.
- Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante
- La date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre
- Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets.
- Une fiche récapitulative, sa date de rédaction ainsi que, le cas échéant, celles de ses mises à jour.



- L'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds amiantés.
- L'état de conservation des produits et matériaux contenant de l'amiante, autres que ceux déjà mentionnés.
- Les résultats et les rapports d'analyses des prélèvements transmis à un laboratoire, ainsi que la localisation des prélèvements et l'identification du (ou des) laboratoire(s).
- La nature et les dates des travaux de retrait ou de confinement réalisés ou à réaliser.
- Un historique de toutes les recherches d'amiante réalisées précédemment, avec les documents papiers s'y rapportant, en annexe.

Ce DTA doit pouvoir être facilement mis à jour par le diagnostiqueur.

#### **Contenu de la fiche récapitulative du DTA**

La fiche récapitulative du DTA doit être conforme à la réglementation en vigueur (décret n°2011-629 du 3 juin 2011 et l'arrêté d'application de l'art. R. 1334-29-5, I. du Code de la Santé Publique). A ce titre, elle doit comporter l'ensemble des éléments d'information identifiés dans l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Cette fiche récapitulative du DTA doit pouvoir être facilement mise à jour par le pouvoir adjudicateur. Elle doit aussi être facilement diffusable par bâtiment.

#### **Remise du DTA**

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur un Dossier Technique Amiante par bâtiment sur support informatique comportant :

- Le DTA et la fiche récapitulative sous format « PDF ».

Le titulaire intégrera, dans le DTA, les documents suivants :

- Les plans de repérages, établis à partir des plans fournis, au format PDF ;
- Les photos de repérage au format JPEG ou équivalent ;
- Les documents antérieurs (rapports de contrôle et analyses de la concentration en fibres d'amiante dans l'air, fiches d'investigation et de prélèvement, etc....) ;

Ces documents sont transmis par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les documents ne devront pas être verrouillés, le logo du prestataire ne devra pas apparaître à l'exception de la page de garde. L'ensemble des documents établis et remis sur un support papier et support informatique par le titulaire du présent marché, deviendra la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur, conformément aux stipulations de l'article 10 du CCAP. Dans le cas où ces documents s'avéreraient non conformes aux travaux exécutés, le mémoire relatif à la commande considérée sera retourné au titulaire jusqu'à l'obtention des documents à jour.

#### **Suivi du DTA et mise à jour**

Le titulaire assurera un suivi du DTA, afin d'intégrer les opérations de désamiantage réalisées durant la période du marché.

## 2.03 – Réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux (DAAT)

La présente mission consiste en un repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition ayant pour objectif de contribuer à l'analyse des risques générés par ces travaux, conformément au décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, aux articles L230-2 et L235-1 et R 4412-106 du code du travail, aux articles R 1334-20, 21, 22, 25, 26 et 28 du code de la santé publique et à la norme NF X 46-020 d'août 2017, **ou tout équivalent**, ainsi que les autres documents en vigueur.

Ce repérage consiste à identifier et à localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante parmi ceux concernés par la démolition et dans la zone du projet.

Le contenu de la mission comprend :

- Inspection visuelle et sondage destructif ou nécessitant des fouilles ou des démontages particuliers des composants affectés par la démolition afin d'y rechercher et d'y recenser les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, tant en superstructure qu'en infrastructure.
- D'une part le repérage des matériaux de la liste C défini réglementairement à l'annexe 13-9 du code de la santé publique, et d'autre part tout autre matériau et produit qui ne figureraient pas sur cette liste mais qui seraient réputés contenir de l'amiante et dont l'opérateur de repérage aurait connaissance (matériaux et produits des listes A et B).
- Prélèvement d'échantillons des matériaux ou produits en cas de doute de l'opérateur sur la présence d'amiante.
- Repérage des prélèvements et matériaux. Les prélèvements et matériaux seront numérotés selon la nomenclature suivante : Lettre (Repère du bâtiment) – Chiffre (Niveau concerné) – Nombre (n° du prélèvement sur le niveau concerné), soit comme exemple AMI-1-12.
- Transmission de ces échantillons à un laboratoire accrédité qui en effectue une analyse qualitative afin de vérifier la présence d'amiante.
- Rédaction d'un rapport et de plans de repérage du bâtiment au format électronique et en 2 exemplaires papier avec la localisation des matériaux et produits repérés (positionnement des points de prélèvement, emplacement des matériaux et produits repérés, etc...).

Pour tout établissement d'un nouveau diagnostic amiante, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer la date et l'heure de la réalisation de la campagne de sondage.

***Nota :*** pour les espaces de prélèvements qui se trouveraient dans le parcours de visite, le titulaire devra éviter au maximum de réaliser des prélèvements destructifs qui produiraient de la poussière et des nuisances sonores. Des protections complémentaires pourraient être alors demandées par le pouvoir adjudicateur et devront être installées dans les plus brefs délais.

### 2.03.01 Pièces à fournir

Le titulaire doit en sus des tests effectués en laboratoire :

- faire une inspection visuelle complétée le cas échéant par des investigations approfondies qui permettent de s'assurer de la composition d'un ouvrage ou d'un volume.

### Avant intervention

Le titulaire doit, avant toute intervention, fournir par mail en pdf, au moins 7 jours avant intervention en plus des autorisations propres à l'EPCF (autorisations de stationnement, port du

badge), un mode opératoire relatif aux interventions susceptibles de provoquer l'émission et la propagation des fibres d'amiante et comprenant une évaluation des risques liés à son intervention.

### **Repérage**

Lors de la visite, et dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche et constate de visu la présence de matériaux et produits qui correspondent aux composants ou parties de composants qui sont susceptibles de contenir de l'amiante. S'il a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également.

L'inspection des ouvrages doit être exhaustive.

Par exemple, il convient de procéder aux investigations suivantes :

- les pléniums doivent être inspectés,
- les gaines techniques doivent être contrôlées,
- les cloisons démontables doivent être examinées (têtes, pieds et joints de la cloison, réservations),
- les faïences ou carrelage en place,
- les mastics des menuiseries,
- les éléments de façade, gaines maçonnées, joints de cloisons devront être sondés ou démontés s'il y a présomption de présence de matériaux contenant de l'amiante.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires. Il examine de façon exhaustive tous les locaux qui composent le bâtiment.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. En cas de doute, il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

### **Rapport de repérage**

Le contenu du rapport de repérage sera conforme :

- aux prescriptions décrites à l'annexe A de la norme NF X 46-020 (Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie) **ou tout équivalent**, adaptée pour ses parties pertinentes au regard de la réglementation en vigueur ;
- à l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- à l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, adapté le cas échéant au repérage avant travaux ;
- aux divers textes de loi en vigueur, régissant l'activité du titulaire.

Pour les matériaux et produits de la liste A, le rapport de repérage mentionnera les éléments énumérés à l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de

conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Pour les matériaux et produits de la liste B, le rapport de repérage mentionnera les éléments énumérés à l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Pour les matériaux et produits de la liste C le rapport doit mentionner, conformément à l'article 6 de l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage :

- la date d'exécution du repérage et la date de signature du repérage ;
- Les dates, références et principales conclusions des rapports précédemment réalisés le cas échéant ;
- l'identification des différents intervenants (opérateur ayant commandé le repérage et commanditaire du repérage ;
- la dénomination des immeubles concernés avec toutes les indications utiles permettant leur identification ;
- les plans ou croquis de tous les locaux, ainsi que la liste exhaustive de tous les locaux visités et, le cas échéant, la liste exhaustive des locaux qui n'ont pas été visités avec les motifs de cette absence de visite. Dans ce dernier cas, l'opérateur mentionne, à l'attention du propriétaire, que les obligations réglementaires de ce dernier ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article R. 1334-19 du code de la santé publique ;
- la liste et la localisation des produits et des matériaux repérés, mentionnant pour chacun de ces produits ou matériaux la présence ou l'absence d'amiante et les critères ayant permis de conclure ;
- Les rapports et résultats d'analyse des prélèvements de matériaux et produits réalisés ainsi que la localisation précise sur plans ou croquis des prélèvements et l'identification du (ou des) laboratoire(s) d'analyse et le(s) numéro(s) de leur accréditation ; les plans ou croquis à jour permettant de localiser les produits ou les matériaux contenant de l'amiante ;
- la signature et le visa de l'opérateur ayant réalisé le repérage ainsi que la copie de son certificat de compétence délivré en application de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et de l'attestation d'assurance qui couvre l'opérateur de repérage dans sa mission ; la dénomination et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'entreprise qui l'emploie.

Les conclusions de l'opérateur de repérage sont rappelées au début du rapport. Ces conclusions reprennent les investigations complémentaires qui restent à mener dans le cas où l'opérateur de repérage n'a pu accéder à l'intégralité des parties. Ces conclusions doivent pouvoir être comprises par toute personne non spécialiste.

Les résultats de recherche de MCA<sup>1</sup> doivent être consignés (liste, tableaux) de manière exacte, claire, non ambiguë et comporter :

- La liste des MCA, sur décision de l'opérateur ;
- La liste des MCA, après analyse ;
- La liste des MSCA<sup>2</sup>, ne contenant pas d'amiante après analyse.

---

<sup>1</sup> Matériaux contenant de l'amiante – MCA

<sup>2</sup> Matériaux susceptibles de contenir de l'amiante - MSCA

Les conclusions sur l'absence de MSCA ne peuvent être faites sans recourir à l'analyse.

Le titulaire fournira les plans et les croquis avec :

- Le périmètre de chaque zone relative à un produit ou un matériau ;
- L'identification et la localisation précise des MCA, des sondages et des prélèvements réalisés.

Sont à annexer au rapport :

- Les rapports d'essai des laboratoires ;
- Des photos et des plans ;

Les rapports de repérage sont à réaliser et à transmettre au pouvoir adjudicateur, par courrier électronique, en un exemplaire et en format PDF, dans un délai de 30 jours à compter du terme du repérage.

### **Prélèvements et analyse des échantillons de matériaux amiantés**

En cas d'incertitude sur la présence ou non d'amiante dans les matériaux et produits des listes A, B et C ou les autres matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, le titulaire procédera au prélèvement d'échantillons de matière pour chaque zone ou type de matériau rencontré, conformément aux dispositions réglementaires et aux spécificités liées au site en activité.

Les sondages et prélèvements seront réalisés conformément à l'annexe A de la norme NF X 46-0202, **ou tout équivalent**.

En vue d'analyses qualitatives, le titulaire remettra ensuite les échantillons prélevés à un laboratoire compétent en microscopie électronique à transmission analytique (M.E.T.A.) – voir norme NFX 43-050 ou toute autre norme équivalente. L'identification d'amiante dans les matériaux ou produits est réalisée par des organismes faisant état d'une reconnaissance formelle de leur capacité dans ce domaine : accréditation par le Comité français d'accréditation ou par tout autre organisme respectant les procédures édictées par la norme NF EN ISO/IEC17020 (« Evaluation de la conformité – Exigences pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection ») **ou tout équivalent** et signataire de l'accord multilatéral dénommé «European Cooperation for Accreditation of Laboratories».

En cas de sous-traitance, le laboratoire sous-traitant doit être accrédité pour l'essai sous-traité. La procédure d'exécution des prélèvements devra faire l'objet d'une évaluation des risques qui sera intégrée au plan de prévention.

Des mesures de protection individuelles et collectives doivent être prises en compte.

Il appartiendra au titulaire de prendre en charge l'élimination des « déchets amiante » recueillis lors de l'exécution de sa mission.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés : ces échantillons sont repérés de manière que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés puissent être identifiés. Dans les locaux ayant fait l'objet du repérage, les éléments repérés contenant de l'amiante sont identifiés par autocollant.

Il est demandé au titulaire de prévoir tous moyens nécessaires à mettre en œuvre pour atteindre les différents matériaux, notamment en hauteur ou en façades des bâtiments pour réaliser les tests.

## **2.04 – Prélèvements ponctuels d'échantillons pour analyses complémentaires**

La mission a pour objet d'effectuer un ou plusieurs prélèvements ponctuels pour analyse en vue d'une recherche de présence de matières dangereuses de type amiante, Fibres Céramiques Réfractaire (FCR), Hydrocarbures, métaux lourds ou autres matières dangereuses.

Les échantillons à prélever sont identifiés et désignés par le donneur d'ordre. La méthodologie d'intervention est décrite dans l'article 2.03 ci-dessus.

## **CHAPITRE 3 – DIAGNOSTIC PLOMB**

### **3.01 – Réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux**

La mission de repérage, objet du présent marché, sera conforme aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment le code de la santé publique et le code du travail.

#### **3.01.01 Textes de références**

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui doit se conformer aux textes réglementaires et autres documents en vigueur et notamment les suivants :

- Code de la santé publique (Partie législative) – Livre III : protection de la santé et environnement – Titre III : prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : lutte contre la présence de plomb ou d'amiante (Articles L. 1334-1 à L. 1334-17) ;
- Code de la santé publique (Partie réglementaire) – Livre III : protection de la santé et environnement – Titre III : prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores – Section I – Lutte contre la présence de plomb (Articles R. 1334-1 à R1334-13) ;
- Code du travail (Partie réglementaire) – Quatrième partie : Santé et sécurité au travail – Livre IV : Prévention de certains risques d'exposition – Titre Ier : Risques chimiques – Chapitre II : Mesures de prévention des risques chimiques – Section IV : Règles particulières à certains agents chimiques dangereux (Articles R. 4412-149 à R. 4412-160) ;
- Circulaire DGS/SD7C/2001/27 n°2001-27 et UHC/QC/1 n°2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
- Tous autres réglementations en vigueur à la date du lancement des opérations.

#### **3.01.02 Prestations incluses dans la mission**

La mission comprend les prestations suivantes :

- Les déplacements et tous les frais y afférents ;
- L'analyse des documents existants communiqués par le pouvoir adjudicateur ;
- L'analyse par appareil portable à fluorescence X des unités de diagnostic. Chaque unité de diagnostic fera l'objet d'au moins deux analyses ;

- Les opérations de repérage et de prélèvement d'échantillons nécessaires au diagnostic plomb ;
- L'établissement d'un rapport de repérage qui sera fait avec un souci de clarté et comprendra les informations et documents suivants conformément à la réglementation en vigueur :
  - o La liste complète des pièces constituant le rapport, annexes comprises, et le nombre total de pages ;
  - o L'identification et les coordonnées du pouvoir adjudicateur ;
  - o L'identification et les coordonnées de l'organisme chargé de la mission et ses certifications et ses certifications ;
  - o L'identification de l'inspecteur et sa signature ;
  - o La ou les date(s) d'inspection et la date du rapport ;
  - o L'adresse et la localisation du bien immobilier qui a fait l'objet de la mission ;
  - o Un plan d'ensemble du site et des croquis des locaux diagnostiqués ;
  - o Le type d'appareil XRF utilisé le cas échéant ;
  - o Pour chaque unité de diagnostic du bâtiment : Les résultats en mg/cm<sup>2</sup> de la ou des mesures(s) XRF réalisé(es) et l'indication du dépassement ou du non-dépassement du seuil réglementaire de concentration en plomb ;
  - o Des photographies numériques de l'unité de diagnostic avec un repérage sur plan ou schéma, pour permettre l'indication absolue du lieu et du matériau ;
  - o Méthodologie et instruments utilisés.

**Nota :** en cas d'incompréhension du rapport, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire d'établir un nouveau rapport modificatif aux frais de l'entreprise.

Les rapports de repérage sont à réaliser et à transmettre au pouvoir adjudicateur, par courrier électronique, en un exemplaire en format PDF, dans un délai de 30 jours à compter de la date de la réalisation du prélèvement.

### 3.01.03 Prestations supplémentaires relatives aux mesures de l'air :

La mission comprend les prestations suivantes :

- Les déplacements et tous les frais y afférents ;
- L'analyse des documents existants communiqués par le pouvoir adjudicateur ;
- L'analyse par mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb dans l'air ;
- Les opérations de repérage et de prélèvement d'échantillons nécessaires au diagnostic plomb ;
- L'établissement d'un rapport de repérage qui sera fait avec un souci de clarté et comprendra les informations et documents suivants conformément à la réglementation en vigueur :
  - o La liste complète des pièces constituant le rapport, annexes comprises, et le nombre total de pages ;
  - o L'identification et les coordonnées du pouvoir adjudicateur ;
  - o L'identification et les coordonnées de l'organisme chargé de la mission et ses certifications et ses certifications ;
  - o L'identification de l'inspecteur et sa signature ;
  - o La ou les date(s) d'inspection et la date du rapport ;
  - o L'adresse et la localisation du bien immobilier qui a fait l'objet de la mission ;
  - o Un plan d'ensemble du site et des croquis des locaux diagnostiqués ;

- Le type d'appareil XRF utilisé le cas échéant ;
- Pour chaque unité de diagnostic du bâtiment : Les résultats en mg/cm<sup>2</sup> de la ou des mesures(s) XRF réalisé(es) et l'indication du dépassement ou du non-dépassement du seuil réglementaire de concentration en plomb ;
- Des photographies numériques de l'unité de diagnostic avec un repérage sur plan ou schéma, pour permettre l'indication absolue du lieu et du matériau ;
- Méthodologie et instruments utilisés.

**Nota :** en cas d'incompréhension du rapport, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire d'établir un nouveau rapport modificatif aux frais de l'entreprise.

Les rapports de repérage sont à réaliser et à transmettre au pouvoir adjudicateur, par courrier électronique, en un exemplaire en format PDF, dans un délai de 30 jours à compter de la date de la réalisation du prélèvement.

### **3.02 Réalisation de tests lingettes**

La prestation comprendra :

- la réalisation des tests plomb sur les échafaudages et au droit des zones traitées/périphériques lors de l'arrivée de l'entreprise sur site,
- la réalisation des tests lingettes en fin de chantier pour libération des zones de chantier, des échafaudages et zones périphériques,

Les tests lingettes sont susceptibles d'être réalisés sur tout type de support (sol, échafaudage, etc.)

Les quantités des lingettes sont données à titre indicatif, ils seront validés par le CSPS et par le pouvoir adjudicateur en amont, pendant et après les travaux.

A l'issue des prélèvements, le titulaire rédige un rapport. Ce rapport est transmis au pouvoir adjudicateur dans un délai de 7 jours à compter de la date de prélèvement, par courrier électronique, en un exemplaire en format PDF.